



SEM MARYSE BASTIÉ

## AVIS DE PUBLICATION

### Marché de Services

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE MARYSE BASTIE, 4 place René Fonck, 37 000 TOURS.

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

SEM Maryse Bastié, 4 place René Fonck, 37 000 TOURS. Tél. : 02 47 77 50 60.

E-mail : [alain.mussard@marysebastie.fr](mailto:alain.mussard@marysebastie.fr). Fax : 02 47 77 50 69

Principale Activité : Logement collectif

**Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :**

SEM Maryse Bastié, 4 place René Fonck, 37 000 TOURS.

Type de pouvoir adjudicateur :

Organisme de droit privé.

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : non.

### OBJET DU MARCHÉ

**Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur :**

Contrat d'entretien ascenseurs

### Type de marché et lieu d'exécution des travaux, de livraison de fournitures ou de prestation de services :

Catégorie de Services : 1

Lieu principal de livraison : Patrimoine de la SEM MARYSE BASTIE situé à TOURS et JOUE LES TOURS

L'avis implique : Un marché dans le cadre de l'Ordonnance du 6 JUIN 2005. Procédure : Formalisée ouverte.

Description succincte du marché ou de l'achat/des achats :

Le présent marché a pour objet l'entretien, le dépannage, la désincarcération pour 30 ascenseurs sur le patrimoine de la SEM MARYSE BASTIE

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) : 50750000

Division en lots : Non.

Des variantes seront prises en considération : Non.

Quantité ou étendue du marché : Résidences François Hardoin, La Bondonnière, Les Merlusines, Giraudeau, Général Renault, Les Fontaines, Celsius, Tailleferre, Astonaute, Blériot situées à TOURS soit 25 appareils et Résidences Rodin, Ravel Renoir et Comte de Mons situées à JOUE LES TOURS soit 5 appareils.

Options : Non.

Durée du marché : du 01/10/2016 au 30/09/2021

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Délai maximum de paiement : quarante-cinq jours fin de mois suivant : l'article L. 441-6 du code de commerce

Le financement s'établit comme suit : Sur fond propre et sur contribution des locataires pour la partie récupérable

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : En cas de groupement d'entreprises, la personne publique impose un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la SEM Maryse Bastié tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conditions de participation

Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies.

Pièces à produire en tout état de cause :

Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 8 de l'ordonnance précitée du 6 juin 2005 n° 2005-649, à savoir :

Si le soumissionnaire est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le soumissionnaire ;

Pièces à produire si le soumissionnaire s'appuie sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature :

Engagement écrit de chacun des opérateurs économiques justifiant que le soumissionnaire dispose de ses capacités pour l'exécution du marché ;

Ensembles des mêmes documents que ceux exigés du soumissionnaire ci-avant ;

Pièces à produire en cas de co-traitance : Habilitation du mandataire par son ou ses cotraitants.

Le candidat établi dans un état membre de l'Union Européenne autre que la France, devra produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

La candidature ou l'offre ne peut être prise en considération qu'à la condition formelle que les certificats, attestations ou déclarations prévus au présent article soient rédigés en langue française.

Capacité économique et financière :

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Les certificats d'assurances en cours de validité indiquant la nature, le montant et la durée de garantie.

- Le Chiffre d'affaire sur les trois dernières années, ce dernier devra être en rapport avec le marché au quel soumissionne l'entreprise ou le groupement.

- Niveau(x) spécifique(s) minimal (aux) exigé(s) : dans le cas de candidatures groupées, il est rappelé aux candidats que chaque membre du groupement doit fournir les pièces obligatoires mentionnées. L'exception de la lettre de candidature. Si un candidat souhaite recourir à un sous-traitant, il doit également fournir tous les éléments permettant de prouver la capacité professionnelle, technique et financière du sous-traitant et justifier du fait qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Il produit dans ce cas la déclaration du candidat au nom du sous-traitant, les références, les certificats de qualification professionnelle, les certificats d'assurance du sous-traitant et le cas échéant la copie du jugement en cas de redressement judiciaire.

Capacité technique :

Liste de références locales chiffrées comprenant des attestations de capacité.

Moyens humain et matériel

Les certificats de qualification en rapport avec le marché soumissionné

-La fiche dument complété par le maitre d'ouvrage lors de la visite des installations.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le Règlement de Consultation joint au DCE

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou du document descriptif:

DCE disponible sous format papier auprès de la SEM MARYSE BASTIE 4 place René Fonck 37000 TOURS Tél : 02 47 77 50 Fax 02 47 77 60 69 (horaire d'ouverture Du Lundi au Jeudi de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures, le Vendredi de 9 à 12 heures et de 14 à 16 heures.

Par voie électronique auprès de la SEM MARYSE BASTIE : [alain.mussard@marysebastie.fr](mailto:alain.mussard@marysebastie.fr)

Le Dossier de Consultation est également téléchargeable sur le site internet de la SEM MARYSE BASTIE, rubrique Marché de service : <http://www.sem-marysebastie.fr/notresociete/les-appels-doffres>

**Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :**

6 Juillet 2016 à 16h00.

Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

Français.

Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :  
90 jours (à compter de la date limite de réception des offres)

Autres informations :

Une visite des installations est obligatoire. La date limite des visites est fixée au 17 Juin 2016 dans les conditions précisées au dossier.

Les candidatures et les offres, sont remises sous forme papier contre récépissé ou envoyées par pli recommandé avec avis de réception postale. Les documents sont rédigés en Français.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir en outre les pièces prévues à l'article 18 du décret 2005-1742 du 30 décembre 2005 :

Ou les imprimés DC 6 et DC 7 dûment complétés, datés et signés téléchargeables sur le site du Ministère des finances <http://www.minefe.gouv.fr>, rubriques " marchés publics ", " formulaires ".

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal de Grande Instance

2 place Jean Jaurès 37000 TOURS Tél.02 47 60 26 60

<http://www.justice.gouv.fr>

**Date d'envoi du présent avis au JOUE + JAL+SITE : 17 Mai 2016.**

Référence de l'avis : 2016-062907